

— "Gemeenschapscentrum", avenue Delleur 39-43, à Watermael-Boisfort, cadastré Section E, n°s 289 g 2, 289 W et 289 X, pour 22 a 45 ca.

Vu pour être annexé, à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mars 1995 fixant la liste des biens immeubles qui sont attribués, à la Commission communautaire flamande, pour la Communauté flamande.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture et des Affaires bruxelloises,

H. WECKX

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEESTER-DEMEYER

Annexe 2

Infrastructure socio-culturelle transférée à la Commission régionale flamande au 31 décembre 1995

— "Gemeenschapscentrum", Vieux-Marché-aux-Grains 5, à Bruxelles, cadastré section M, n° 723M, pour 13 a 80 ca;

— "Gemeenschapscentrum", rue Saint-Vincent 26-30, à Evere, cadastré section A, n°s 302 b 7, pour 1 a 20 ca et 302 V, pour 3 a 40 ca;

— "Gemeenschapscentrum", rue Saint-Lambert 85-97, à Woluwe-Saint-Lambert, cadastré section C, n°s 108 s, 108 p, 109 g, 111 b et 112 s, au total, pour 21 a 91 ca.

Vu pour être annexé, à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mars 1995 fixant la liste des biens immeubles qui sont attribués, à la Commission communautaire flamande, pour la Communauté flamande.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture et des Affaires bruxelloises,

H. WECKX

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEESTER-DEMEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE – FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 – 2294

[S – C – 29239]

10 AVRIL 1995. – Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 19, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'établir, dans les meilleurs délais, un parallélisme entre la Commission de concertation et le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale en matière de choix du Président et du Vice-Président de ces deux instances;

Considérant qu'il est urgent de protéger la situation administrative des secrétaires permanents de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

Considérant qu'il y a lieu d'attribuer, dans les meilleurs délais, les tâches précédemment confiées au Conseil pédagogique de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française au Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1er. Un article *1bis*, rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale :

"Art. *1bis*. § 1er. Le président et le vice-président de la Commission sont nommés par le Ministre pour un terme de six ans renouvelable une fois.

L'un des deux mandats est assumé par l'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale.

L'autre mandat est assumé, sur proposition des réseaux, par :

soit un fonctionnaire général de la direction générale qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

soit un représentant de l'enseignement subventionné.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, par réseaux, il y a lieu d'entendre :

1° l'enseignement organisé par la Communauté française représenté par le Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française;

2° l'enseignement provincial et communal subventionné par la Communauté française;

3° l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, qui lui-même se subdivise en enseignement libre confessionnel et en enseignement libre non confessionnel.

§ 3. La candidature de l'enseignement libre subventionné est une proposition conjointe du Secrétariat général de l'enseignement catholique et de la Fédération des établissements libres subventionnés indépendants.

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté complété par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 novembre 1991, un cinquième alinéa libellé comme suit est ajouté :

"Lorsque le fonctionnaire qui a l'Administration de l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions n'est ni président, ni vice-président, ni membre de la Commission, il participe avec voix consultative aux réunions de la Commission".

Art. 3. Dans l'article 2, alinéa 3 et dans l'article 3, alinéa 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale, les mots "Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française" sont remplacés par les mots "Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française".

Art. 4. L'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 visé à l'article 3 est complété par l'alinéa suivant :

"Lorsque le fonctionnaire qui a l'Administration de l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions n'est ni président, ni vice-président de la Commission de concertation susvisée, il participe avec voix consultative aux réunions du Conseil supérieur".

Art. 5. Dans l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale, les mots "assure le secrétariat du Conseil supérieur et du bureau" sont remplacés par les mots "constitue le secrétariat permanent du Conseil supérieur et assure le secrétariat de son bureau".

Art. 6. L'article 13, alinéa 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Le réseau de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française est représenté par le Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française".

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 10 avril 1995.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 avril 1995.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

[S - C - 29239]

N. 95 - 2294

10 APRIL 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot regeling van de organisatie en de werking van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot regeling van de organisatie en de werking van de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie en van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie, inz. art. 19 zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot regeling van de organisatie en de werking van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot regeling van de organisatie en de werking van de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 april 1992 houdende overdracht van bevoegdheid inzake onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de dringende noodzaak van parallelisme tussen de overlegcommissie en de hoge raad wat betreft de keuze van de resp. voorzitters en ondervoorzitters;

Gelet op de dringende noodzaak, de administratieve toestand van de vaste secretarissen van de overlegcommissie te vrijwaren;

Overwegende dat de opdrachten van de vroegere pedagogische raad van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap onverwijld moeten toegewezen worden aan de coördinatieraad voor dat onderwijs,

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Executieve d.d. 18 september 1991 tot regeling van de organisatie en de werking van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie wordt onderstaand art. Ibis ingevoegd :

"Art. Ibis. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter van de commissie worden door de Minister benoemd voor een mandaat van 6 jaar, dat eenmaal vernieuwbaar is.

Een van de mandaten wordt uitgeoefend door de pedagogische beheerder van het onderwijs voor sociale promotie, het andere, op voorstel van de netten, door :

een opperambtenaar van de voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde algemene directie, of een vertegenwoordiger van het gesubsidieerd onderwijs.

§ 2. Met "netten" worden in dit besluit bedoeld :

1° het onderwijs van de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de coördinatieraad van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs voor sociale promotie;

2° het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde provinciaal en gemeentelijk onderwijs;

3° het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrij onderwijs, dat het vrij confessioneel en het vrij niet-confessioneel onderwijs omvat.

§ 3. De kandidaat van het vrij gesubsidieerd onderwijs wordt gezamenlijk voorgedragen door het algemeen secretariaat van het katholiek onderwijs en het verbond van onafhankelijke vrije gesubsidieerde inrichtingen.

Art. 2. Aan artikel 3 van hetzelfde besluit, aangevuld bij besluit van de Executieve d.d. 31 november 1991, wordt onderstaand 5e lid toegevoegd :

"Wanneer de ambtenaar, bevoegd voor het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie, noch voorzitter of ondervoorzitter noch lid van de commissie is, neemt hij aan de commissievergaderingen deel met raadgevende stem."

Art. 3. In artikel 2, 3e lid, en in artikel 3, 4e lid, van het besluit van de Executieve d.d. 18 september 1991 tot regeling van de organisatie en de werking van de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie wordt "pedagogische raad van het onderwijs van de Franse Gemeenschap" vervangen door "coördinatieraad van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs voor sociale promotie".

Art. 4. Artikel 4 van het in artikel 3 bedoelde besluit van de Executieve d.d. 18 september 1991 wordt met onderstaand lid aangevuld :

"Wanneer de ambtenaar, bevoegd voor het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie, geen voorzitter of ondervoorzitter van bedoelde overlegcommissie is, neemt hij met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van de hoge raad."

Art. 5. In artikel 6 van het in artikel 3 bedoelde besluit wordt "neemt het secretariaat van de hoge raad en van het bureau waar" vervangen door "stelt het vast secretariaat van de hoge raad samen en neemt het secretariaat van het bureau waar".

Art. 6. Artikel 13, 2e lid, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 wordt vervangen als volgt :

"Het onderwijsnet voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap wordt vertegenwoordigd door de coördinatieraad van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs voor sociale promotie."

Art. 7. Dit besluit heeft op 10 april 1995 uitwerking.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN